

Toujours vert, l'ancien Conseiller d'Etat neuchâtelois Fernand Cuche milite pour une politique agricole durable et de la nourriture de qualité. Rencontre

# Pour une agriculture à échelle humaine

JEAN-LUC WENGER

**Neuchâtel** ▶ Début novembre, le conseiller fédéral Johann Schneider-Amman communiquait sa vision de la politique agricole 2022. Cette PA22+ a fait bondir Fernand Cuche. Très fâché, l'ancien conseiller national et conseiller d'Etat neuchâtelois ne peut pas rester dans sa ferme de Lignièrès sans réagir à cette cause qui lui est chère.

«J'ai toujours du plaisir à batailler pour un monde meilleur, pour la qualité de la nourriture et pour préserver l'environnement. Schneider-Amman est à côté de la plaque et si on le laisse aller, c'est lui qui décidera de ce qu'il y aura demain dans notre assiette», s'échauffe le Vert.

## Un domaine à part

Il a côtoyé Pascal Couchepin et se souvient que le Valaisan, tout comme Schneider-Amman, ne s'intéressait guère à l'agriculture. «Couchepin a juste tendu l'oreille une fois lorsque nous avons failli investir son bureau. On lui proposait de réduire la quantité de lait de 5% pour retrouver des prix corrects.»

Les paiements directs aux agriculteurs se montent à 2,8 milliards par année, pourquoi les paysans ne peuvent-ils pas vivre décemment, se demande Fernand Cuche. «L'Etat ne joue pas son rôle. Que ce soit Couchepin, qui avait pourtant les pieds dans la vigne, ou l'industriel Schneider-Amman qui poursuit dans la même ligne, ni l'un ni l'autre ne sont sensibles à la biodiversité ou à la qualité des sols. Donc, au final, à la qualité de notre nourriture.»

Hier comme aujourd'hui, selon l'ancien syndicaliste, le libéralisme économique démontre qu'il ne fonctionne pas dans ce domaine. Pour lui, le gouvernement devrait jouer les arbitres entre les producteurs

**«Nous ne pouvons pas régater sur le prix du lait. Un producteur touche 50 centimes le litre en Suisse, alors que c'est 25 centimes en France. Nous ne sommes pas concurrentiels.»**

KEYSTONE



▶ **REPÈRES**  
Elu au Conseil national en 1999, Fernand Cuche y a été réélu en 2003 avant de siéger au gouvernement neuchâtelois dès 2005. En 2009, il n'est pas réélu, payant peut-être, sa vision d'une société différente. J.L.W

et les acheteurs. Et, surtout, ne pas laisser tout le pouvoir aux grands distributeurs. En Suisse, ce sont évidemment Coop, Migros, Lidl et Denner. «Il est naïf de croire que les forces du marché vont se soucier de la qualité. Les vendeurs de pesticides ou les grands groupes agroalimentaires ne sont pas des sages», martèle Fernand Cuche.

## L'exemple des AOP

Preuve du mécontentement, six initiatives contestent cette politique. Celle de l'Union suisse des paysans (USP) sur la sécurité alimentaire, acceptée à près de 80% le 24 septembre dernier, n'est qu'un premier pas. Nous voterons l'an prochain, sur celle des Verts «pour un commerce équitable et une alimentation



**«Je crois que les gens sont prêts à payer un peu plus pour des produits de qualité»** Fernand Cuche

de qualité», et une autre sur la souveraineté alimentaire, soumise par Uniterre. «Ces initiatives démontrent que la Confédération ne tient pas compte de l'évolution des mentalités puisque cette PA22 est incompatible avec le développement durable.»

«Nous ne pouvons pas régater sur le prix du lait. Vouloir en exporter, même sous la forme de fromage n'a aucun sens. Un producteur touche 50 centimes le litre en Suisse, alors que c'est 25 centimes en France. Nous ne sommes pas concurrentiels.» Et de citer l'exemple des produits bénéficiant de l'Appellation d'origine contrôlée (AOP) comme le Gruyère, le Vacherin fribourgeois, le Mont-d'Or ou la Tête de moine. Le producteur de lait touche 83 centimes par

litre, grâce à un accord de l'interprofession pour réguler la quantité.

A l'inverse, les 24 000 producteurs de lait de consommation ne sont pas organisés. En face, les grands distributeurs ont beau jeu de diffuser de la publicité sur les poules heureuses. «Ils construisent des cathédrales de la consommation, soignent l'emballage mais négligent le contenu. Ils jouent la carte de la proximité mais ne font aucun effort pour payer correctement les paysans.»

Pour lui, quand Schneider-Amman parle de la digitalisation des domaines agricoles, c'est méprisant. «Je crois que les gens sont prêts à payer un peu plus pour des produits de qualité. Sans réduire les marges des grands distribu-

teurs, qui sont toxico-dépendants à leurs profits.»

## Un pays «économico-écologique»

Pas opposé au marché, Fernand Cuche pense que dans quinze ans, la Suisse pourra, par la variété des semences, se profiler comme le premier pays «économico-écologique». Ce serait un bel argument pour Schneider-Amman dans les négociations avec l'OMC, selon lui. «Il pourrait demander un statut spécial pour l'agriculture et renoncer à l'agrochimie. Il faut que tout le monde s'y mette pour faire reculer les pesticides. Je suis persuadé que si l'on secoue fort, on peut y parvenir. Comme pour la transition énergétique, il faut du temps mais on y arrivera!»